Diacronie
Studi di Storia Contemporanea

67, 3/2026
Miscellaneo

Les réfugiés catalans en France pendant la guerre d'Espagne (1936-1937). Première partie: logiques, identités et géographie de l'exil catalan

Jordi RUBIÓ COROMINA

Per citare questo articolo:

RUBIÓ COROMINA, Rubio, «Les réfugiés catalans en France pendant la guerre d'Espagne (1936-1937). Première partie: logiques, identités et géographie de l'exil catalan», *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea*, 67, 3/2026, 29/09/2026,

URL: < http://www.studistorici.com/2026/09/29/rubio-coronomina_numero_67/ >

Diacronie Studi di Storia Contemporanea → http://www.diacronie.it
ISSN 2038-0925
Rivista storica online. Uscita trimestrale.

redazione.diacronie@studistorici.com

Comitato scientifico: Naor Ben-Yehoyada – João Fábio Bertonha – Christopher Denis-Delacour – Tiago Luís Gil – Jean-Paul Pellegrinetti – Mateus Henrique de Faria Pereira – Spyridon Ploumidis – Andreza Santos Cruz Maynard – Wilko Graf Von Hardenberg
Comitato di direzione: Roberta Biasillo – Deborah Paci – Mariangela Palmieri – Matteo Tomasoni

Comitato editoriale: Valentina Ciciliot – Alice Ciulla – Federico Creatini – Andrea Marino – Gabriele Montalbano – Çiğdem Oğuz – Elisa Rossi – Giovanni Savino – Gianluca Scroccu – Elisa Tizzoni – Francesca Zantedeschi

Segreteria di redazione: Jacopo Bassi – Luca Bufarale – Fausto Pietrancosta

Diritti: gli articoli di *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea* sono pubblicati sotto licenza Creative Commons 4.0. Possono essere riprodotti e modificati a patto di indicare eventuali modifiche dei contenuti, di riconoscere la paternità dell'opera e di condividerla allo stesso modo. La citazione di estratti è comunque sempre autorizzata, nei limiti previsti dalla legge.

4/ Les réfugiés catalans en France pendant la guerre d'Espagne (1936-1937). Première partie: logiques, identités et géographie de l'exil catalan

Jordi RUBIÓ COROMINA

RESUMÉE: *La Guerre d'Espagne est la cause de plusieurs exils qui se succèdent tout au long du conflit. Les textes qui suivent s'attachent à l'étude des réfugiés catalans qui fuient à travers les Pyrénées dès 1936 et jusqu'aux derniers mois de 1937. Leurs motivations sont multiples et ils ont des profils hétérogènes, nous trouvons des partisans de Franco mais aussi des républicains modérés et même des révolutionnaires. La traversée des Pyrénées, le séjour en France dans des centres d'hébergement créés ex nihilo par le gouvernement français ainsi que le refoulement de ces réfugiés constituent les trois épisodes d'un exil trop souvent négligé. Il existe, sur le territoire français, des réfugiés engagés, avides de regagner l'Espagne nationaliste et de rallier les rangs de l'armée pour combattre la jeune République Espagnole. En revanche, d'autres réfugiés catalans se refusent à la lutte armée et, une fois en France, sont dirigés vers des centres d'accueil dans le Midi, où ils subissent les pressions des agents franquistes dépliés sur le territoire français, censés les renvoyer en Espagne ainsi qu'une progressive restriction de leurs droits, qui culmine avec l'ordre gouvernemental de refoulement de tous les réfugiés espagnols en octobre 1937.*

***

ABSTRACT: *The Civil War leads to several waves of refugees. This article focuses on Catalan refugees from 1936 fleeing Catalonia through the Pyrenees. The incentives of the refugees to undertake the escape are multiple and their profiles heterogeneous. We find the unconditional supporters of the military insurrection but also moderate Republicans and even revolutionaries. The exile of 1936 can be divided into three stages: the passage of the Pyrenees, the stay in France in centres of internment of the government and the expulsion and return to Spain. The most politicized refugees in favour of the rebels only travel through France towards the Spain of Burgos. The goal is to fight the young Spanish Republic. Others, on the other hand, reject the struggle. The latter remain in France, in Midi reception centres. The reception conditions are precarious and receive the coercion of Francoist agents deployed throughout the French territory. Progressively, the French government restricted their rights, until October 1937, when it decreed the general order of repatriation to Spain.*

1. L'«autre exil» de la guerre d'Espagne

La guerre d'Espagne (1936-1939) a donné lieu à de nombreuses vagues de réfugiés, tantôt issues du camp républicain, tantôt du camp des insurgés[1]. Depuis les territoires occupés progressivement par les troupes rebelles, le premier grand déplacement de population est issu d'Irún, ville

[1] Quelques mois après le début de la guerre les fronts se stabilisent. Les forces gouvernementales détiennent la capitale, Madrid, ainsi que le centre et le littoral méditerranéen, de la frontière des Pyrénées à Malaga. La région Atlantique, hormis la Galice, est également sous leur contrôle. Quant aux rebelles, ils contrôlent le nord-ouest, toute la frontière avec le Portugal et la partie occidentale d'Estrémadure et d'Andalousie ainsi que la Navarre et une partie du Pays Basque, une partie d'Aragon et de Castille.

frontalière prise par les troupes carlistes du général Mola en septembre 1936. Puis suivront Saint Sébastien en 1936, Bilbao et Santander en 1937 et Barcelone en 1939[2]. Alternativement, d'autres vagues de réfugiés fuient le territoire de la République. Depuis Madrid sont évacués les Espagnols s'étant réfugié dans les ambassades, évalués à 12 600 individus[3]. En Catalogne, dès juillet 1936, à l'aube du soulèvement, des catalans proches des insurgés franchissent la frontière avec la France, ce qui constitue l'un des premiers déplacements de population de la Guerre d'Espagne[4]. Contrairement à la *Retirada*, où les réfugiés franchissent la frontière sous la poussé de l'avancée des troupes franquistes, l'exil catalan de 1936 est sensiblement inférieur en nombre, se prolonge dans le temps et n'a suscité que peu d'intérêt scientifique. Pourtant, il s'avère un échelon capital pour comprendre les dynamiques de la guerre d'Espagne et de l'asile de réfugiés en France.

Cet exil avant la lettre qui précède la *Retirada* revêt une certaine hétérogénéité car l'adhésion à la rébellion n'est pas toujours ce qui motive le départ. Il ne s'agit pas ici d'un déplacement de population qui fait suite aux seules dynamiques de la guerre mais à un ensemble de facteurs dont l'adhésion aux valeurs défendues par les militaires révoltés, ou le catholicisme occupe une place de choix, se conjugue avec la terreur révolutionnaire qui a lieu dans le territoire républicain.

L'«exil de 1936», terme que l'historiographie s'accorde à employer par opposition à l'exil de 1939, se prolonge, de fait, durant un peu plus d'un an, jusqu'à la fin de l'été 1937 et est évalué à 30 000 personnes dont 15 000 transitent par les Pyrénées[5]. Un tel nombre de réfugiés a forcément un effet marquant aussi bien pour le territoire de départ que pour celui d'accueil. Pour analyser ce phénomène de masse nous avons choisi deux axes spatio-temporels. Premièrement, on s'interroge à la structure de ce déplacement de population pour ainsi en déterminer le déroulé, la durée et les

[2] Entre 3 000 et 4 000 personnes se réfugient en France en provenance d'Irun. Quelques semaines plus tard, 16 000 personnes fuient suite à la chute de Saint-Sébastien. Toujours sur le front du nord, le siège de Bilbao et Santander durant l'été 1937 entraîne plus de 125 000 réfugiés vers les côtes françaises. En 1938, l'occupation du Haut Aragon par l'armée franquiste amène plus de 30 000 personnes à croiser la frontière française. Fin janvier 1939 la chute de Barcelone donne lieu à une vague de près de 475 000 réfugiés. Enfin, 12 000 personnes partent en bateau des côtes de Levant durant les derniers jours de la guerre, en mars 1939. Pour la quantification des différentes vagues: RUBIO, Javier, *La émigration de la Guerra Civil de 1936-1939. Historia del éxodo que se produce con el fin de la II República española*, Madrid, San Martin, 1977; ID., *La población española en Francia de 1936 a 1946. Flujos y permanencias*, in CUESTA, Josefina, BERMEJO, Benito (eds.), *Emigración y exilio. Españoles en Francia 1936-1946*, Madrid Eudema, 1996, pp. 32-60; BARRUSO, Pedro, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil Española en el Sur de Francia (1936-1940)*, Saint-Sebastien, Hiria, 2008, pp. 171 et seq.

[3] MORAL RONCAL, Antonio Manuel, *Estudios sobre el asilo diplomático en la Guerra Civil Española*, Alcalá de Henares, Universidad de Alcalá, 2018; RUBIÓ COROMINA, Jordi, « Refugiados políticos españoles en Francia», in *Historia Social*, 99, 2021, pp. 29-49, p. 44 et seq. Nombre de ces refugiés seront hebérgés à Champ-la-Lioure, Chomèrac (Ardèche).

[4] Cet article constitue, à la fois, la première contribution en français d'une recherche qui a fait l'objet d'une thèse de doctorat dont un premier ouvrage est apparu en 2015 et un approfondissement qui tient compte de nouvelles sources mais aussi et surtout des avancés historiographiques de la dernière décennie. Voir RUBIÓ COROMINA, Jordi, *L'èxode català de 1936 a través dels Pirineus. De la derrota a la victoria*, Thèse de Doctorat en Histoire, Université de Gérone, Gérone, 2011 ; ID., *L'èxode català de 1936 a través dels Pirineus*, Maçanet de la Selva, Gregal, 2015.

[5] VILANOVA VILA-ABADAL, Francesc, *Notas para una aproximación a los exilios catalanes de 1936 y 1939*, in *Españoles en Francia 1936-1940*, *Coloque international de Salamanque*, Salmanca, Université de Salamanque, 1991, pp. 529-548 ; RUBIÓ COROMINA, Jordi, *L'èxode català de 1936 a través dels Pirineus*, cit., p. 65 et seq.

motivations. Le deuxième axe est essentiellement géographique car il est essentiel de placer les réfugiés catalans de 1936 dans l'espace qui façonne leurs parcours, qui les limite dans leur volonté de franchir la frontière et qui est, en même temps, le terrain sur lequel se déploie la surveillance frontalière des autorités des deux versants des Pyrénées.

Cette étude trouve ses sources des deux côtés des Pyrénées. La France effectue, pendant la Guerre d'Espagne, un travail méthodique d'identification des réfugiés politiques qui entrent sur son sol et cela a permis d'établir assez précisément le nombre de passages[6]. Une bonne partie des notices individuelles issues de ce travail ainsi que les états nominatifs qui en découlent ont pu être localisés aux Archives nationales et dans plusieurs centres départementaux et municipaux d'archives[7]. Du côté espagnol, les archives du gouvernement de Burgos, conservées à Madrid et Salamanca, détiennent également des notices nominatives dressées par les services de renseignements[8]. Ces documents ont été couplées aux fonds locaux des associations des anciens combattants, rescapés des purges documentaires subies après la mort de Franco, conservés dans des archives de Catalogne, riches également en fonds privés et récits personnels[9]. Le tout a été intégré à un système d'information géographique pour dresser les cartes qui vous sont présentées.

Les premières références à l'exil catalan de 1936 se trouvent dans les chroniques partisanes des réfugiés eux-mêmes ainsi que dans les quelques essais savants s'intéressant aux agissements de la bourgeoisie catalane. Ainsi, l'écrivain Albert Manent sera parmi les premiers à évoquer la bourgeoisie catalane en exil[10]. En 1991 l'historien Francesc Vilanova présente la première approche scientifique de l'exil catalan de 1936[11]. Ces travaux précurseurs ouvrent la voie à une analyse plus poussée de la question et aux premiers financements publics pour étudier le sujet[12]. Ce seraient près de 15 000 les réfugiés ayant fui la Catalogne par les Pyrénées et nombre d'entre eux grossiront les

[6] Ce contrôle s'inscrit dans les politiques de surveillance et de régulation des flux frontaliers déployées pendant l'entre-deux-guerres. Le déploiement de cet arsenal administratif consacré au contrôle de l'étranger s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui, marquant le parcours de migrants et réfugiés. Voir: NOIRIEL, Gérard, *op. cit.*; SID AHMED NDIAYE, Loueila, «Les papiers des sans-papiers», in *International Council on Archives* (ICA), Conférence, 3 avril 2025.

[7] Notamment, la sous-série 4M des Archives départementales de l'Ariège, de l'Ardèche, des Haltes de Haute-Provence, de la Drôme, de la Lozère, des Pyrénées-Orientales et la sous-série 2I des archives municipales de Mende.

[8] Les états nominatifs de réfugiés dressés par les services nationalistes de Nacho Enea, à Saint-Jean-de-Luz sont conservés aux archives de Salamanca. Cependant, des répliques ou des compléments d'information sont conservés dans le fonds du *Servicio de información y policia militar* (SIPM) conservé au dépôt des archives militaires d'Ávila. En effet, le SIPM recevait toute l'information élaborée par l'office de Nacho Enea ainsi que par l'espionage nationaliste en France.

[9] Notamment les archives de l'Institut cartographique de la Catalogne ayant servi à obtenir les fonds de plans nécessaires à l'élaboration de la cartographie, les collections de la Bibliothèque de Catalogne, l'Arxiu comarcal de la Garrotxa, les archives municipales de Palamós, Olot et Os de Balaguer ou encore la collection personnelle de Jordi Pujiula (aujourd'hui en dépôt à l'Arxiu comarcal de la Garrotxa).

[10] MANENT, Albert, *De 1936 a 1975. Estudis sobre la Guerra Civil i el franquisme,* Barcelone, Abadia de Montserrat, 1999.

[11] VILANOVA VILA-ABADAL, Francesc, «Notas para una aproximación a los exilios catalanes de 1936 y 1939», cit., pp. 529-548.

[12] RUBIÓ COROMINA, Jordi, *L'èxode català de 1936 a través dels Pirineus. De la derrota a la victoria*, cit., p. 11.

rangs franquistes pendant et après la guerre d'Espagne[13]. S'il est tenu compte des populations des territoires loyaux de Valence, Murcie et Aragon, ainsi que des évacués des Ambassades de Madrid, le chiffre approche des 25 000 personnes[14]. Ce sont des prêtres, des carlistes, des bourgeois, des paysans catholiques ou tout simplement des réfractaires à prendre les armes. Les sorties par voie maritime sont également importantes et ont lieu notamment depuis le port de Barcelone ; près de 15 000 réfugiés sont concernés par les départs en bateaux[15].

2. Synergies, identités et frontière(s)

L'éventail de réfugiés qui traversent la frontière depuis 1936 s'avère divers aussi bien en ce qui concerne le profil politique, les motivations et le moment auquel se produit la fuite. Cette hétérogénéité avait déjà été évoqué par Michael R Marrus et Bartolomé Bennassar[16]. Il est donc nécessaire de décrire le(s) processus d'évasion tout en situant dans le temps et dans l'espace chaque départ pour établir ainsi une typologie des réfugiés.

L'exil catalan se produit dans un contexte marqué par les violents affrontements politiques et sociaux déclenchés par la tentative de coup d'État de 1936. En effet, lors du coup d'état du 18 juillet, la Catalogne reste fidèle à la République et ce malgré le soulèvement de l'armée dans les principales villes de la région. Le putsch échoue en Catalogne grâce à l'appui des organisations ouvrières, très actives et qui jouent un rôle crucial dans les événements de l'été 1936. En effet, les syndicats ouvriers s'emparent des principaux dépôts d'armement et intègrent les comités de milices antifascistes avec les partis de gauche. Cependant, beaucoup œuvrent à leur gré, se livrant à toute sorte d'exactions en dépit des efforts des autorités gouvernementales pour reprendre le contrôle du pays[17]. A la seule caserne militaire de Sant Andreu ils se saisissent de 30 000 fusils pendant la journée du 20 juillet 1936. La veille, -et de façon préméditée- le directeur adjoint de la prison Model de Barcelone avait donné l'ordre d'évacuation. Tous les prisonniers furent libérés après une réunion avec les militaires insurgés lorsque ceux-ci résistaient encore ; tous sauf les détenus fascistes, mis à l'abri dans la prison et relâchés avec toute discrétion les jours suivants. Parmi les

[13] *Ibidem* ; KEREN, Célia, *Sur les routes. Exilés et réfugiés de la guerre d'Espagne*, in CANAL, Jordi, DUCLERT, Vincent (dir.), *La Guerre d'Espagne: Un conflit qui a façonné l'Europe, Paris*, Armand Colin, 2016, pp. 133-149.
[14] Dans la zone orientale de l'Espagne les territoires sous contrôle de la République étaient, sous quelques fluctuations, la Catalogne – contrôlée presque entièrement par la Generalitat et les comités révolutionnaires jusqu'en mai 1937 –, Valence, Murcie et une partie d'Aragon.
[15] DOLL-PETIT, Rubèn, *Els catalans de Gènova. Història de l'èxode i l'adhesió d'una classe dirigent en temps de guerra,* Barcelona, Abadia de Montserrat, 2003.
[16] MARRUS, Michael, *Les exclus. Les réfugiés européens au XX^e siècle*, Paris, Calman-Lévy, 1986, p. 190 ; BENNASSAR, Bartolomé, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*, Saint-Amand-Montrond, Perrin, 2004, p. 359.
[17] VÁZQUEZ OSUNA, Federico, *Anarquistes i baixos fons. Poder i criminalitat a Catalunya (1931-1944)*, Barcelone, L'Avenç, 2015, p. 75; ESCOFET, Frederic, *Al servei de Catalunya i de la República. La Victòria (19 de juliol de 1936)*, Paris, Edicions catalanes de París, 1973; RAGUER, Hilari, *La pólvora y el incienso. La Iglesia y la Guerra Civil española (1936-1939)*, Barcelona, Península, 2001.

prisonniers relâchés le 19 juillet on compte tous ceux des deux allées de prisonniers anarchistes, proches de la Fédération anarchiste ibérique (FAI)[18] ; il n'y eut pas meilleure recette pour désorganiser le camp républicain.

La révolution ouvrière prend pour cible l'Église et la bourgeoisie catalanes, ce qui engendre la panique parmi ces groupes de population, déjà favorables – à quelques exceptions près[19] – aux militaires révoltés. L'anticléricalisme est une constante dans l'histoire de l'Espagne contemporaine, comme l'a bien noté Pierre Vilar, et il n'est pas rare qu'il s'exprime par des poussées de violence[20]. L'église catholique et la bourgeoise représentent l'establishment contre lequel s'efforce de lutter le prolétariat, ravivant les luttes anarchistes des années vingt, où ceux-ci comptaient autant de bourreaux que la bourgeoisie industrielle de Barcelone[21]. Ainsi, les mouvements les plus radicaux de l'anarcho-syndicalisme ne voient la guerre que comme un objet secondaire devant lequel ils privilégient la Révolution. De ce fait, la violence prend rapidement une forte emprise en Catalogne, ce qui affaiblit le rassemblement des forces républicaines loyalistes et discrédite les autorités gouvernementales. Le résultat est sanglant, les historiens ont relevé 8352 victimes de la terreur révolutionnaire en Catalogne dont plus de la moitié entre juillet et septembre 1936, lors de « paseos » -procédés illégaux, dépourvus de toute légitimité[22]. Les principales victimes sont des militaires, des hommes politiques de droite, des membres du clergé, des propriétaires ruraux et des industriels. Les révolutionnaires s'attaquent également aux biens de l'Eglise et à la propriété privée. Des centaines d'églises sont brûlées ou gravement endommagées et 2 000 industries collectivisées[23].

---

[18] VÁZQUEZ OSUNA, Federico, *Anarquistes i baixos Fons,* cit., p. 73 et seq.; SOLÉ SABATÉ, Josep Maria (dir.), *Història de la presó Model de Barcelona*, Lérida, Pagès, 2000, p. 164.

[19] Parmi le clergé catalan quelques figures font preuve d'une dissonance idéologique avec les insurgés. Carles Cardó, chanoine de la cathédrale de Barcelone, avait exprimé publiquement son opposition au fascisme est cependant il fut contraint à l'exil. Selon un rapport de la *Direzione Generale de la Pubblica Sicurezza,* il était signalé « par ses positionnements ouvertement hostiles aux italiens ». Rome, Archivio Centrale dello Stato (ACS), DGPS, AA.GG.RR., B20 et *La Veu de Catalunya*, 10 novembre 1934. Des hommes politiques de droite décident également de rester en Catalogne. Jaume de Riba, qui fut vice-président de la députation de Barcelone et président de l'institut catalan de Sant Isidre fut assassiné au cours du conflit après avoir déclaré qu'il fallait bien que quelqu'un reste pour établir des éventuelles négociations avec les vainqueurs. SERRAHIMA, Maurici, *Memòries de la guerra i de l'exili: 1936-1940*, 1 vol., Barcelona, Edicions 62, 1978, p. 184 et seq.; GONZALEZ VILALTA, Arnau, *La tercera Catalunya (1936-1940)*, Barcelona, Edicions de 1984, 2013; SANSÓ CAMPS, Edgard, *Una mirada republicana a la tercera Catalunya 1931-1939*, Thèse de doctorat en histoire, Université Rovira i Virgili, Tarragone, 2018.

[20] VILAR, Pierre, *La guerre d'Espagne*, Paris, Presses universitàries de France, 2002.

[21] La violence des années vingt est caractérisée par le "pistolerisme", phénomène qui consiste en l'emploi d'hommes de main par le patronat pour tuer leurs opposants des mouvements syndicaux. Ceux-ci font également usage de la violence, ayant leurs propres groupes d'action directe.

[22] POZO GONZALEZ, Josep Antoni, *El poder revolucionari a Catalunya durant els mesos de juliol a octubre de 1936. Crisi i recomposició de l'Estat*, Thèse de Doctorat en Histoire, Université de Barcelone, Barcelona, 2002, p. 95.

[23] PAGÊS, Pelai, PÉREZ PUYAL, Alberto, *Aquella guerra tan llunyana i tan propera (1936-1939). Testimonis i récords de la Guerra Civil a Catalunya*, Barcelona, Pagès, 2003, pp. 143-144; CASANOVA, Julián, *De la calle al frente. El anarcosindicalisme en España, 1931-1939*, Barcelona, Crítica, 2010; BALCELLS, Albert, «Les col·lectivitzacions a Catalunya i al País Valencià duran la Guerra Civil espanyola de 1936 a 1939», in *Catalan Historical Review*, 10, 2017, pp. 189-201; MARTÍN RAMOS, José Luís, *Guerra y revolución en Cataluña, 1936-1939*, Barcelona, Crítica, 2018. Pour les collectivisations agricoles: PUIG VALLVERDÚ, Guillem, *La pagesia i la seva revolució: una anàlisi sobre la*

Or, si les autorités gouvernementales se voient dépassées par la violence révolutionnaire, chez les rebelles ces mêmes exactions étaient théorisées, pratiquées et commanditées par les autorités[24]. Dans une circulaire de mai 1936 le général Mola annonçait à ses alliés le souhait que le soulèvement revête d'une « violence extrême » en ajoutant « qu'il est nécessaire de propager un climat de terreur »[25]. Gonzalo de Aguilera, officier de presse des rebelles l'exprime ainsi : « il faut tuer, tuer et tuer tous les rouges pour libérer l'Espagne du virus bolchevique »[26]. Contrairement à la répression des rebelles, qui se perpétuera bien au-delà de la guerre, la terreur révolutionnaire est maîtrisée relativement tôt par les autorités républicaines, engendrant même des affrontements armés dans leur propre camp. En mai 1937 des combats de rue éclatent entre les partisans de la révolution et ceux favorables à concentrer les efforts de guerre[27].

Durant la première vague d'exilés, concomitante aux mois les plus virulents de la terreur révolutionnaire, le clergé emboite le pas aux riches propriétaires ruraux dans leur fuite. Ces derniers, proches du carlisme et liés de près ou de loin à l'insurrection, quittent précipitamment le territoire. C'est le cas de Josep Regàs ou encore de Josep Casabona[28].

Mais, si l'exil apparaît comme une issue pour échapper à la répression, il constitue également un moyen pour soutenir la rébellion[29]. C'est bien depuis l'exil que les principaux représentants de la Lliga Catalana, parti de la droite nationaliste dirigé par Francesc Cambó – ancien ministre sous la monarchie et président de la *Compañía Hispano Americana de Electricidad* (CHADE)[30] – déploient tous leurs efforts pour soutenir l'insurrection et cela malgré la publicité hostile diffusée depuis les territoires des insurgés[31]. Le gouvernement de Burgos, désireux de multiplier ses effectifs sur le terrain, juge l'investissement humain des catalans insuffisant. En effet, malgré leur soutien politique et financier aux insurgés et l'arrivée de plusieurs milliers de jeunes soldats, les hauts représentants de la droite catalane restent exilés et confortablement installés dans des villes de

conflictivitat i el canvi a la reraguarda catalana durant la Guerra Civil, 1936-1939, Thèse de Doctorat en Histoire, Université Rovira i Virgili, Tarragone, 2020.

[24] L'écrivain catholique Georges Bernanos est témoin de la terreur blanche et publie une critique sévère contre le franquisme à: BERNANOS, Georges, *Les grands cimetières sous la lune*, Paris, Payot, 2023. Au sujet de la terreur blanche: BEEVOR, Antony, *La guerre d'Espagne*, Paris, Librairie générale française, 2008; PRESTON, Paul, *Une guerre d'extermination. Espagne 1936-1945*, Paris, Belin, 2016.

[25] GODICHEAU, François, *La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 109 (note 57).

[26] CASANOVA, Julián, ESPINOSA, Francisco, MORENO Francisco, MIR, Concepció, *Morir, matar, sobrevivir: la violencia en la dictadura de Franco,* Barcelona, Critica, 2002, p. 11.

[27] GODICHEAU, François, *La guerre d'Espagne*, cit., pp. 174-189.

[28] Girona, Arxiu Històric de Girona (ci-après AHG), rapports sur les maisons rurales, 1939-1940.

[29] DOLL-PETIT, Rubèn, *Els catalans de Gènova,* cit. ; GONZALEZ VILALTA, Arnau, *Cataluña bajo vigilancia. El consulado y el fascio italiano de Barcelona (1930-1943)*, Valencia, Publicacions de la Universitat de València, 2009.

[30] DE RIQUER, Borja, «Francesc Cambó: una biografía necesaria y compleja», in *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, 8, 2011, URL : < http://journals.openedition.org/ccec/3769 > [consulté le 19 novembre 2024].

[31] Centro Documental de la Memória Histórica (ci-après, CDMH), incorporados 1465, Lettre de Francesc Cambó à José Quiñones de Léon du 9 novembre 1938 exprimant son mécontentement suite à la diffusion d'une information apparue sur *Radio nacional de Salamanca* selon laquelle il allait publier un livre contre le général Franco.

villégiature en France ou en Italie. Francesc Cambó représente bien cet état d'esprit. Il s'installe à Paris, dans une suite de l'Hôtel Crillon, d'où il suit l'évolution du conflit à travers les dépêches des journaux[32].

Dès que l'insurrection se transforme en conflit civil avec des armées dûment constituées, on observe une évolution du profil des réfugiés ainsi que des chemins que ces derniers empruntent pour quitter la Catalogne. Aux hommes politiques de droite et aux ecclésiastiques qui ont pris la fuite à l'été 1936 succèdent les insoumis et déserteurs de l'armée républicaine : des hommes anonymes, pour beaucoup des paysans, journaliers, petits commerçants et artisans. Entre ces hommes on compte toujours quelques jeunes, religieux ou étudiants alors même qu'une bonne partie de la bourgeoisie de Barcelone avait déjà réussi à s'embarquer vers les ports de Gênes, Marseille ou Port-Vendres, parfois avec de faux passeports délivrés par le gouvernement autonome catalan ou par certains consulats[33]. Loin de cette confortable traversée maritime, ils sont contraints de traverser les Pyrénées de nuit et à pied, au prix d'une véritable épreuve qui pouvait durer plusieurs jours et nécessitait de bonnes conditions physiques[34]. Dans un récit publié en 1938, un prêtre anonyme qui fuit depuis Barcelone décrit comment son parcours se prolongea pendant 4 jours. L'expédition part de Barcelone le 16 septembre en direction de Manresa et Gironella et, après la première nuit, arrive à Capolat (Berguedà), puis la nuit suivante à Josa (Alt Urgell) à 50 kilomètres de la frontière andorrane. Après trois jours de marche, la chaîne du Cadí est franchie et au quatrième jour le groupe entreprend la dernière étape jusqu'en Andorre, au cours de laquelle il est repéré par une patrouille de carabiniers avant de pouvoir franchir la frontière. Certains membres de l'expédition réussissent à prendre la fuite en échappant aux coups de feu, mais ils s'égarent dans les pics frontaliers et mettent plusieurs jours à retrouver le bon chemin[35].

Par ailleurs, il n'est pas rare que certains hommes appelés sous les drapeaux restent cachés dans des abris de fortune au cœur de la forêt pendant plusieurs jours voire plusieurs mois avant de quitter le territoire. Ceux-ci, nommés embusqués, peuvent représenter de 10% à 15% des

[32] Le SIPM avait compilé plusieurs rapports sur la Lliga Catalana tendant à prouver leur défection ainsi que les liens présumés avec le judaïsme et la maçonnerie. De plus, les membres de la Lliga ayant intégré le Servicio de Información de la Frontera Norte (SIFNE) – réseau d'espionnage nationaliste implanté en France – étaient étroitement surveillés. Ávila, Archivo general militar (AGMAV), SIPM, C.2871,8; CASTANYS, Valentí, *La memòria es diverteix: mig segle de records,* Barcelone, Destino, 1964.

[33] GONZÀLEZ VILALTA, Arnau, *Amb ulls estrangers: quan Catalunya preocupava a Europa, diplomàcia i premsa internacional durant la Guerra Civil*, Barcelona, Base, 2014, p. 193 et seq. Jean Tremoulet, consul français de Barcelone, agit activement pour faciliter la fuite de nombre de catalans et étrangers.

[34] RUBIÓ COROMINA, Jordi, *L'èxode català de 1936 a través dels Pirineus*, cit.; MANENT, Albert, *De 1936 a 1975. Estudis sobre la Guerra Civil i el franquisme*, cit.; BADIA, Francesc, *El refugi de clergues i religiosos a Andorra durant la persecució de 1936-1939*, in *Anuari 1992-1993, SEHECC*, Tarragone, Diputació, 1993, pp. 171-221; ROURA, Tura, *La meva Història de la Guerra a Olot,* Olot, Aubert, 1986.

[35] *Cómo escapé de los rojos... Odiesa de un sacerdote evadido de Cataluña, disfrazado de pastor y perdido en los Pirineos,* Burgos, Ed. Rayfe, 1938.

mobilisés[36]. Ainsi, Joan Solé, agriculteur à Santa Pau, reste caché dans les bois avoisinant sa ferme avant de prendre la fuite par le col de Malrem jusqu'au village frontalier de Lamanère[37].

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, parmi les réfugiés se trouvent aussi des miliciens, ces volontaires de la première heure qui ont constitué l'armée populaire[38]. Ils désertent les rangs républicains lassés et découragés par l'évolution de la guerre ou fuyant les poursuites dues à leurs agissements durant les mois d'été 1936[39]. Au mois de novembre 1937, trois anciens miliciens de la Confédération Nationale du Travail, soldats de la 72e Brigade, 405ème bataillon de l'armée républicaine, cantonnée dans le Haut-Aragon, désertent les lignes et passent en France par le port frontalier de Plan, près du Val d'Aran[40]. Interrogés par le consul de Tarbes, ils déclarent se trouver « las de la guerre » et décidés à cesser le combat. Ces réfugiés opposent un refus au rapatriement vers l'Espagne de Franco, à l'enrôlement dans la légion étrangère et aussi au retour à Barcelone[41]. Pour contrer les fuites dans leurs propres rangs, le gouvernement républicain décrète en 1938 l'amnistie de tous les déserteurs mais cette décision, trop tardive, fut dépourvue de conséquences[42]. Ainsi, les miliciens et les quelques républicains identifiés parmi les réfugiés politiques catalans arrivés en France forment un sous-groupe bien singulier dans un exil où la composante catholique reste le principal trait d'union[43].

Les réfugiés qui réussissaient à traverser les Pyrénées étaient rapidement identifiés par les autorités françaises – que ce soit en France ou en Andorre – ce qui nous permet d'établir les principaux points de passage ainsi que leur fréquentation respective (Fig. 1). Comme nous allons le voir, la cartographie de l'exil catalan de 1936 montre les difficultés rencontrées par les réfugiés pour traverser la frontière et nous permet également d'évoquer l'entreprise de l'exil, c'est-à-dire, les modalités d'une fuite éloignée de tout hasard ou improvisation.

[36] GODICHEAU, François, *La guerre d'Espagne*, cit., p. 402.
[37] Arxiu comarcal de la Garrotxa (ci-après, ACG), Entretien à Joan Solé Coll [sources orales], 14 mars 2006.
[38] La fuite d'anarchistes se produit suite aux évènements de mai 1937, qui marquent l'hégémonie du communisme face aux trotskistes du POUM et à l'anarchosyndicalisme de la CNT-FAI. Voir RÜDIGER, Helmut, OLIVIER, Michel, *L'anarchisme d'Etat: la commune de Barcelone. Rapport d'Helmut Rüdiger, décembre 1937,* Paris, Éditions Ni patrie ni frontières, 2015; VÁZQUEZ OSUNA, Federico, *Anarquistes i baixos fons,* cit., p. 104 et seq.
[39] Le gouvernement Negrín entreprit une importante tâche pour reprendre le contrôle des frontières (un important contingent de *carabineros* nommé les *cent mille fils de Negrín* fut déployé tout au long de la frontière pour éviter les désertions) et réprimer les délits de sang des premières semaines de guerre.
[40] Nous employons le mot "port" dans son exception définissant tout col de la chaîne des Pyrénées, entre le versant français et le versant espagnol.
[41] Archivo General de la Administración (ci-après, AGA), 54/11043, dossier 6694, Lettre du consul républicain de Tarbes à l'Ambassade espagnole à Paris, 14 novembre 1937.
[42] *Gaceta de la República*, 230, 18 août 1938, pp. 794-795
[43] Voir SANSÓ CAMPS, Edgard, *Una mirada republicana a la tercera Catalunya 1931-1939*, cit., p. 626.

Fig. 1 - Cartographie des chemins et cols de montagne de l'exil catalan de 1936 et leur fréquentation.



Fig. 1. Cartographie des chemins et cols de montagnede l'exil catalan de 1936 et leur fréquentation.

3. Cartographie de l'exil[44]

Dans cet exil, les montagnes pyrénéennes constituent à la fois un refuge, cachant les réfugiés du regard des milices républicaines et des carabiniers, et un obstacle les ralentissant dans leur fuite. L'analyse des points de passage de la frontière ainsi que de l'organisation de la surveillance des deux côtés des Pyrénées est essentielle pour comprendre la pénibilité d'un parcours qui se fait clandestinement, éclairé par la lune et à des périodes et altitudes où les cordées de réfugiés risquent souvent l'hypothermie ou les brûlures dues au froid. Le contrôle de la frontière exercé par les forces républicaines évolue comme un étau qui se referme petit à petit laissant de moins en moins de chances aux déserteurs. L'anarchie des premières semaines et mois de 1936 laisse la place à une organisation militaire déployée tout le long de la frontière pour empêcher les désertions.

Les Pyrénées catalanes s'étalent du Val d'Aran à l'Empordà, se jetant dans les eaux de la Méditerranée au Cap de Creus. La frontière suit majoritairement la chaîne pyrénéenne, ce qui fait de ces montagnes la principale barrière terrestre à franchir pour atteindre le territoire français.

En observant la carte des Pyrénées (fig.1), on peut s'étonner du nombre élevé de réfugiés qui franchissent la frontière par l'ouest, où les cols dépassent 2 000 mètres d'altitude et où la neige est abondante durant la saison d'hiver. La partie orientale, pourtant beaucoup plus accessible, enregistre moins de fugitifs et reste proportionnellement moins fréquentée. Cet écart s'explique, en premier lieu par le fait que les points de passage de ce secteur, d'accès aisé, étaient bien plus contrôlés que les cols du Pallars ou d'Andorre. D'autre part, c'est dans le secteur oriental qu'on trouve la route internationale du Perthus ainsi que la connexion ferroviaire de Portbou, deux axes particulièrement surveillés en raison de leur importance stratégique. A ceci il faut ajouter la présence sur ce territoire des principaux centres de commandement du corps des carabiniers, forces affectées notamment au contrôle frontalier et souvent accusées d'abus à l'encontre de la population[45]. Ainsi, dans les Pyrénées orientales et à l'exception de la Cerdagne, nombre de cols frontaliers enregistrent peu de passages. A contrario, ce sont les cols situés entre l'Andorre et le Val d'Aran qui concentrent la majorité des réfugiés. Il s'agit notamment des ports situés au sud de l'Andorre et de ceux de Salau et d'Orla dans le Pallars Sobirà et le Val d'Aran.

Les habitants des régions frontalières avaient une connaissance du territoire qui pouvait s'avérer fort utile pour franchir les cols frontaliers. En revanche, les réfugiés des régions plus éloignées devaient obligatoirement avoir recours à des guides et des réseaux d'évasion. A

[44] La cartographie présentée a été réalisé avec GV-SIG mettant à jour les données préalablement publiés dans BUREL, Cécile, RUBIÓ, Jordi, SITJAR, Josep, «Los SIG como instrumento para el análisis de las migraciones: el ejemplo del éxodo catalán de 1936», in *Diacronie*, *Studi di Storia Contemporanea*, 10, 2/2012, URL: < https://www.studistorici.com/2012/06/29/burel-rubio-sitjar_numero_10/ > [consulté le 19 novembre 2024].

[45] GODICHEAU, François, *La guerre d'Espagne*, cit., pp. 406-407.

Barcelone, plusieurs réseaux clandestins opéraient, dont certains entretenaient des liens plus ou moins étroits avec les autorités républicaines[46].

Comme pour l'évasion en bateau via le port de Barcelone, l'organisation en amont de la fuite est manifeste dans la majorité des parcours étudiés. Pour ce faire, le recours à des passeurs était très courant parmi les déserteurs de l'armée républicaine. Entreprendre la fuite sans une connaissance fine du territoire aurait été d'une témérité lourde de conséquences. Le plus souvent, les réseaux sont constitués de plusieurs passeurs, chacun ayant un territoire bien délimité, ainsi que de plusieurs hommes de liaison, chargés d'établir le lien avec les déserteurs, de fixer le prix et les modalités de la traversée. Il ne s'agit là que d'une affaire économique car les réseaux de passeurs pouvaient aussi bien appartenir au Secours Blanc -groupe proche des insurgés et hostile au régime républicain-, qu'à Estat Català, parti républicain et indépendantiste fondé par Francesc Macià[47].

Seul le gouvernement de la Generalitat de Catalogne et quelques consulats étrangers – notamment le français – échappent à la logique marchande de cet exil. Les passeurs qui conduisent les réfugiés en France par les Pyrénées réclament d'importantes sommes d'argent sous couvert de la dangerosité du parcours. Certainement, ceux qui protégeaient les déserteurs pendant le trajet pouvaient encourir de peines lourdes. Le fichier des détenus à la prison de Gérone -au nord-est de la Catalogne- atteste de plusieurs condamnations de membres des réseaux d'évasion pour cause de haute trahison. Francesc Vila Puigdevall, du village de Mieres, au nord-ouest de Gérone, est ainsi détenu pour avoir protégé trois déserteurs et condamné à trente ans de prison. Miquel Verdaguer Plana, du même village, est condamné à mort pour avoir caché jusqu'à vingt-quatre déserteurs et pour avoir été en liaison avec un individu de Perpignan pour faciliter le passage de la frontière aux déserteurs[48].

Malgré toutes ces difficultés, près de 15 000 catalans traversent les Pyrénées entre l'été 1936 et les derniers mois de l'automne 1938. Il s'agit notamment d'hommes appelés sous les drapeaux ou

[46] Nombre de ces réfugiés se dirigeaient vers l'Andorre grâce à un large réseau clandestin. Le colonel Baulard, commissaire extraordinaire en Andorre, y fait référence: «La dernière période de beau temps» dit-il dans un rapport de janvier 1937 «qui a pris fin le 23 courant a amené dans les Vallées un nouvel afflux de réfugiés politiques espagnols. Tous avaient emprunté, souvent sous la conduite d'un guide grassement payé, des chemins détournés de la montagne; beaucoup proviennent de Barcelone même et arrivaient exténués, ayant été obligés de ne marcher que de nuit dans la campagne». Voir Perpignan, Archives Départementales des Pyrénées-Orientales (ci-après, AD66), 1723W175. En référence aux réseaux d'évasion voir ALBERT, Esteve, *Quatre boigs de Mataró: combat per Catalunya 1930-1937,* Mataró, Rafel Dalmau, 1979, p. 153 et seq.

[47] D'après Enric Ucelay da Cal, pour Estat Català il était plus simple d'aider discrètement les ennemis à s'échapper que stopper les crimes de certains révolutionnaires. Voir UCELAY DA CAL, Enric, *Cataluña durante la guerra*, in MALEFKIS, Edward (dir.), *La Guerra Civil Española*, Madrid, Taurus, 2006, pp. 265-294. Voir également ROIG SANZ, Daniel, «Catalanisme radical, nacionalisme integral i feixisme a la Catalunya dels anys trenta: historiografía, teoria i estat de la qüestió», in *Segle XX. Revista catalana d'història,* 9, 2016, pp. 225-234; UCELAY DA CAL, Enric, GONZÀLEZ VILALTA, Arnau, NÚÑEZ SEIXAS, Xosé Manuel (éds.), *El catalanisme davant del feixisme, 1919-2018*, Maçanet de la Selva, Gregal, 2018.

[48] Madrid, Archivo Histórico Nacional (ci-après, AHN), Causa General, Mieres; AHG, Govern Civil, Mieres et Banyoles, Arxiu municipal de Banyoles (ci-après, AMB) fonds Xavier Turró, *Recuerdos de un desertor. Reseña Histórica*, 1939. Voir également : GODICHEAU, François, *La guerre d'Espagne*, cit., p. 259 et seq.

en attente d'être mobilisés. Ceux-ci se partagent entre ceux qui font le pari de l'Espagne blanche et ceux qui, déserteurs ou insoumis, veulent échapper à la guerre tout court. Lorsqu'ils en ont le choix, la moitié décide de rejoindre l'Espagne par Hendaye – c'est-à-dire, par la frontière basque aux mains des rebelles – alors que les autres se partagent entre ceux qui rebroussent chemin pour rentrer de nouveau dans l'Espagne républicaine, très minoritaires, ceux qui partent dans d'autres pays et ceux qui restent en France[49]. Certains donc sont accueillis en France, dans des centres de fortune, échappant ainsi à la guerre. Mais, en dépit de cette majorité d'hommes en âge de prendre les armes, les sentiers Pyrénéens sont aussi empruntés par quelques femmes et enfants. Dans ces cas, il s'agit de familles aisées qui fuient la répression et vont rejoindre les hommes, combattants des *requetés* ou des milices de la Phalange mais aussi, à l'opposé, par des familles nomades touchées de plein fouet par la crise humanitaire vécue dans le territoire républicain.

Si parmi les hommes mobilisables qui tentent la traversée des Pyrénées, intensément recherchés par les autorités républicaines, nul n'osait approcher d'un des postes de garde frontalière, les femmes et les enfants avaient, eux, la « chance » de pouvoir entreprendre le voyage en train, en voiture ou à pied par des postes frontaliers surveillés. Le contraste avec les femmes et enfants de l'exil républicain est saisissant ; ces derniers ayant dû marcher – des jours durant – avant de pouvoir traverser la frontière et de finir parqués comme le bétail, obligés à faire des trous dans le sable pour se protéger des intempéries[50]. Pire, l'égarement d'enfants ou l'exil d'enfants orphelins sont des faits courants au printemps de 1939 ; des faits matérialisés par d'innombrables appels à recherches[51].

Les femmes et enfants de l'exil de 1936 tirent profit des vacances scolaires et des connaissances ou attaches familiales en France ou ailleurs pour quitter le territoire légalement, d'autres, se servent d'autorisations temporaires pour aller acheter des vivres en France ou encore d'autorisations saisonnières de travail par exemple pour les vendanges. Ainsi, la plupart des femmes et enfants prendront la fuite par Portbou, empruntant le chemin de fer, ou à pied par le tunnel ferroviaire qui relie cette ville catalane à Cerbère, par Le Perthus et les cols environnants ainsi que par le col d'Ares, où une nouvelle route qui devait aboutir à Prats de Molló était en construction.

[49] RUBIÓ COROMINA, Jordi, *L'èxode català de 1936 a través dels Pirineus*, cit., p. 172 et seq.
[50] DREYFUS-ARMAND, Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco,* Paris, Albin Michel, 1999, p. 62. Au sujet des femmes de l'exil républicain espagnol, voir également : MARTINEZ, Alba, *Les réfugiées de l'exil républicain espagnol en France. Genre, identités et expériences (1939-1978)*, Thèse de Doctorat en Histoire, Université de Grenade, Université de Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, 2021; YUSTA, Mercedes, «Construyendo el género más allá de la nación: dimensión nacional e internacional de la movilización de las mujeres antifascistas (1934-1950)», in *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 42, 2012, pp. 105-123. Pour les enfants, voir : KÉREN, Célia, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France: cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, Thèse de Doctorat en Histoire, EHESS, Paris, 2014.
[51] Chalamont, Archives communales (ci-après, AC Chalamont), 2D3 Registre de correspondance, 1935-1940 (période de février à mai 1939).

Cependant, les avatars des exilés catalans ne se terminent pas à la frontière. Si la France exerce un contrôle minutieux des réfugiés catalans et établit une véritable politique d'accueil, un tournant politique et social pousse petit à petit les politiques publiques à la stigmatisation de l'étranger, à la suppression des crédits, au refus du droit d'asile et, enfin, au refoulement. Ces questions nécessitent une analyse en profondeur pour délimiter les dynamiques d'accueil, traiter du rôle exercé par la diplomatie franquiste dans l'enrôlement des réfugiés politiques dans leur armée et du cheminement intellectuel aussi bien que pragmatique du gouvernement français de l'accueil volontariste à la chasse aux indésirables. Tous ces éléments sont intégrés dans la deuxième partie de cet article, intitulée Dynamiques d'accueil, diplomatie, espionnage et refoulement des refugies catalans.

L'AUTEUR

Jordi RUBIÓ COROMINA est docteur en histoire contemporaine de l'Université de Girona (Catalogne) et possède un master « métiers des archives » de l'Université de Lyon. Il a consacré plusieurs ouvrages ainsi que sa thèse de doctorat à l'histoire des mouvements migratoires du XXème siècle, à la guerre civile espagnole et aux réfugiés politiques. Il a effectué un séjour de recherche à l'EHESS et a également pris part à plusieurs colloques internationaux dont *La dictadura franquista, la institucionalització d'un règim,* (Barcelona), *El asociacionismo de la emigración española en el exterior: significación y vinculaciones* (Zamora) ou *Déplacements forcés et exils en Europe au 20e et 21e siècle* (Perpignan). Il est chercheur associé du Grup de Recerca i Anàlisi del Món Actual (GRANMA) du Centre d'estudis històrics internacionals (CEHI, Université de Barcelone) et est l'auteur de l'ouvrage *L'èxode català de 1936 a través dels Pirineus* (Gregal, 2015). Il a également écrit ou co-écrit plusieurs articles scientifiques dont « Continuidades y discontinuidades en las elites locales del primer franquismo: del éxodo de 1936 a la consolidación de 1948 », in *Ayer*, 82, 2011; « Los SIG como instrumento para el análisis de las migraciones: el ejemplo del éxodo catalán de 1936 », in *Diacronie*, 10, 2/2012; « Refugiados políticos españoles en Francia, 1931-1936 », in *Historia social*, 99, 2021.

URL: < https://www.studistorici.com/progett/autori/#Rubio >